



- **Élargir son horizon
et changer l'agriculture** II-III
- **Ensemble, on va plus loin** III
- **Peser sur les politiques publiques** ... IV
- **Les chantiers du collectif** V-VI
- **Histoire d'une constitution** VII
- **Ils font le pôle Initiatives pour
une agriculture citoyenne
et territoriale** VIII-IX
- **Partenariats à tous les étages** ... X-XI
- **Le Printemps d'Inpact souffle
sur la Beauce** XII

Le pôle Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale (Inpact) rassemble aujourd'hui dix organisations de développement agricole et rural. Par leurs explorations sociales, paysannes et citoyennes, elles façonnent un modèle de souveraineté alimentaire et un projet de société reposant sur des agricultures à taille et finalité humaines. Au-delà d'actions qu'elles mènent ensemble, elles ont effectué sur les deux dernières années un travail de remise à plat du projet politique collectif qu'elles portent. Si les trajectoires des organisations ne sont pas des successions de « grandes dates » et qu'il est parfois complexe de retracer de façon univoque les chemins empruntés, à n'en pas douter, ce printemps est important pour le pôle Inpact. Il sera d'ailleurs marqué par le Printemps d'Inpact, trois jours de rencontre du 18 au 20 mai, dans la Beauce. Ce dossier propose une photographie du collectif. D'abord, en recueillant des témoignages de ceux et celles qui l'ont construit, qui le font vivre aujourd'hui, il explique ce qui anime ses membres, leurs travaux communs, des actions de terrain aux contributions pour faire évoluer les politiques publiques. Ensuite, il s'intéresse également aux initiatives collectives locales qui ont émergé dans le sillage de la création du pôle Inpact « national ». Enfin, il tente de caractériser comment « le tout est supérieur à la somme des parties », à une époque étrange où d'un côté la capacité à se mettre en réseau est élevée au rang de vertu et, de l'autre, les moyens et le temps pour faire vivre des collectifs inter-organisations sont de plus en plus compliqués à mobiliser.

Depuis ses débuts, Inpact se mobilise pour des pratiques agricoles respectueuses des personnes et de la nature et le renforcement de ses membres.

Élargir son horizon et changer l'agriculture

Fin 2003, les statuts de l'association de coordination du pôle national Inpact (Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale) étaient déposés par sept associations de développement agricole (cf. pVII). « L'objet de l'association est de promouvoir et de mettre en œuvre un développement agricole et rural durable, en orientant l'agriculture vers des systèmes de production qui permettent aux agriculteurs d'en vivre et d'être acteurs de leur propre développement, qui soit respectueux de l'environnement, soit basé sur des principes d'équité sociale et de solidarité planétaire. À cette fin, l'association a comme objet de consolider chaque organisation adhérente avec ses spécificités et de favoriser les synergies entre elles. » Quinze ans plus tard, les dix structures impliquées (cf. pVIII-IX) dans le collectif ont gardé ce cap et réaffirment leur volonté d'enclencher une transition par la formation, l'étude, le partage d'expériences, l'information et l'évaluation des politiques agricoles. Elles sont engagées dans l'expérimentation et la diffusion de pratiques à même de contribuer au renouvellement des populations paysannes, à l'acquisition d'autonomie dans l'exercice de l'activité agricole ou encore à la création de lien humain (cf. pV-VI). Aujourd'hui, le projet politique d'Inpact repose sur deux pieds : mener collectivement des actions (études, analyses, formations...) et travailler à leur reconnaissance au sein des institutions pour contribuer à la réorientation des politiques publiques.

Inpact est aussi l'un des rares lieux d'expression libre, entre acteurs volontaires et engagés du développement agricole et rural, de partage de réflexions et d'expériences. C'est aussi un espace de rapprochement entre paysans et autres citoyens qui reprennent du pouvoir d'agir et portent une vision plus joyeuse et optimiste de l'agriculture, sans nier les difficultés.



SORTIR DE SON CHAMP

Pour toutes les structures ayant intégré le collectif ces dernières années, outre l'adhésion au projet politique global, une des premières motivations à le rejoindre réside dans une volonté d'ouverture. « Cela évite un entre soi en permettant de sortir de son domaine, comme le foncier pour nous, explique Vincent Jannot, directeur de l'association nationale Terre de liens. Cela donne une vision plus large. » C'est aussi une façon d'avoir le regard des autres sur son propre travail avec des réseaux complémentaires en termes de cœur de métier, de compétence, d'assise géographique, de mode d'intervention... Et de prendre en compte les différentes facettes du métier d'agriculteur. Par exemple, sur l'installation, le fait de travailler entre structures qui font de l'accompagnement en amont ou sur la durée, ou qui connaissent très bien les projets alliant production et accueil, avec d'autres encore qui appuient des agriculteurs en difficulté (parfois seulement quelques années après l'installation) ou qui sont proches des citoyens... permet de construire une vision plus globale du sujet et d'élaborer des propositions d'action qui tiennent compte de sa complexité.

Certaines structures considèrent aussi que s'impliquer dans Inpact est une affirmation politique. Pour Patrick Bougeard, président de Solidarité paysans, « cela apporte une perspective politique au travail d'accompagnement d'agriculteurs en difficulté et lui donne du sens ».

UNE FAÇON DE FAIRE CORPS

« Intégrer ce collectif nous a permis d'affiner notre réflexion et nous a apporté de la reconnaissance et des fonds du programme ■■■ »

RÉSEAU DES CIVAM Le Cabas des champs, un lien rural-urbain

Le Civam 29 travaille depuis 2016 avec Le Cabas des Champs du quartier de Keredern à Brest. Ce groupement d'achat solidaire et participatif, créé par des bénévoles du Centre social Les Amarres et de l'association CLCV, propose des produits locaux à des prix accessibles. Des paysans Civam interviennent lors de visites de ferme et temps d'échange sur les circuits courts, la rémunération des paysans ou les différents modèles agricoles, avec l'objectif de renforcer les liens entre ruraux et urbains.

■■■ national de développement agricole et rural », souligne Yasmine Bardin, directrice d'Accueil paysan. En plus des apports du travail en collectif en termes de mutualisation et d'enrichissement (cf. ci-dessous), se regrouper est, aux yeux de plusieurs organisations, tout simplement indispensable. « Je pense qu'Inpact est aujourd'hui le seul moyen pour être identifiables en tant que réseaux d'accompagnement à l'installation-transmission et aux techniques innovantes de paysannerie en tout genre (technologies, accueil social, tourisme...) », estime Raphaël Bellanger, vice-président de la Fadear. Se rassembler, mettre des forces en commun, être plus nombreux, c'est aussi se donner la possibilité de pousser politiquement des sujets que seul on n'aurait pas le temps ou la compétence de porter et, ainsi, de créer un contre-poids plus efficace. Pour Jean-Claude Balbot, ancien administrateur d'Inpact pour Réseau Civam, « il n'y a pas d'autre chemin. Toutes les associations sont en train de mendier de l'argent,

de l'attention et on va s'épuiser les uns après les autres sans vraiment peser dans le débat public si on ne réussit pas à donner plus d'importance à un collectif comme Inpact qui doit aussi être un lieu pour combler le fossé entre le monde paysan et le reste des citoyens. »

SE STRUCTURER POUR S'AFFIRMER ?

« Pour que le collectif, ses idées et ses travaux vivent, nous devons garder en tête l'objectif de renforcer les agriculteurs et les agricultrices sur leur ferme, dans leurs associations locales et dans leur réseaux », pense Gabrielle Sicard, chargée de mission à l'InterAfocg. Faire face aux difficultés tout en restant dans une dynamique d'ouverture et de construction collective... « Il y a une dépolitisation générale dans les réseaux, qui est liée aux difficultés économiques des associations sur le terrain, observe Fabrice Clerc, co-gérant de l'Atelier paysan. On est aussi de plus en plus dans une écologie politique individuelle. » « Nous devons redonner aux acteurs des outils d'analyse politique, en s'intéressant à l'histoire du monde paysan,



INTERAFOCG

L'accompagnement stratégique

Depuis 2014, l'InterAfocg recense dans son réseau les stratégies que les agriculteurs et agricultrices mettent en œuvre sur leur ferme pour faire face à des imprévus, faire évoluer leurs modes de production, soulager la pénibilité du travail ou encore concilier recherche de viabilité et sens dans leur projet. Ce travail, fondé sur des témoignages et un cycle de formation des animateurs-formateurs, a notamment donné lieu, en 2016, à la publication du recueil d'expériences et d'apports méthodologiques *La ferme, c'est toujours une aventure*.

par exemple, considère Patrick Bougeard. Il faut relever collectivement le défi d'une structuration qui ne tue pas la diversité des approches mais je pense que plus la gauche paysanne oubliera ses particularités individuelles plus nous constituerons une alternative crédible. »

■ HÉLÈNE BUSTOS (TRANSRURAL)

Ensemble, on va plus loin

« Le premier intérêt du pôle Inpact, c'est d'avoir un espace où partager nos constats, pour se sentir moins seul dans nos réflexions et nos actions, observe Quentin Delachapelle, président de Réseau Civam. On y partage une vision globale et critique sur l'agriculture et la diversité des membres nous permet d'élargir nos réflexions. » Outre la construction d'une parole politique commune susceptible d'être mieux entendue (cf. p14), le travail en collectif est aussi l'occasion de mettre en commun des moyens : partage d'observations de terrain, mutualisation entre salariés en matière de veille (sur la réforme de la formation professionnelle par exemple), dans des réponses à des appels à projets (comme sur l'accompagnement à l'installation-transmission), ou pour des actions de communication et de plaidoyer. « Pris séparément, nous ne sommes pas assez nombreux pour être dans les ministères et

autres lieux de pouvoirs, explique Fabrice Clerc, co-gérant de l'Atelier paysan. Il serait bête que tous les réseaux aillent voir les mêmes personnes, sur les mêmes sujets, pour défendre la même chose ; avec Inpact nous y allons collectivement. »

SE RENFORCER, METTRE EN COMMUN ET FORMER

En région, s'organiser dans des Inpact locaux (cf. pX-XI) facilite un travail en complémentarité entre les différents réseaux et tend à réguler les éventuels rapports de concurrence entre eux, dans des contextes de financement de plus en plus tendus. « En local, les collectifs sont aussi des espaces de formation sur le développement agricole, relève Simon Coutand, secrétaire national du MRJC. Ils jouent un rôle important pour des jeunes et moins jeunes qui s'installent actuellement

et il faut valoriser cela car ces personnes font évoluer l'agriculture dans le sens que nos organisations prônent : une agriculture plus en lien avec les citoyens et respectueuse des personnes et de l'environnement. »

François Léger, enseignant-chercheur en agroécologie à AgroParisTech et ancien président du comité scientifique et technique des Organismes nationaux à vocation agricole et rurale, considère Inpact comme un lieu de construction entre pionniers dans la réflexion politique et technique en matière d'agriculture, sur l'identité des paysans, leur place dans la société... : « Ce collectif est une configuration juste du point de vue politique qui réunit des organisations prônant un modèle productif plus humain et dans des logiques de construction d'une écologie sociale territoriale qui ne se limite pas aux seules questions agricoles, ce qui est aujourd'hui indispensable. »

■ HÉLÈNE BUSTOS (TRANSRURAL)

Le pôle Inpact est présent dans de nombreux espaces où se discutent les politiques agricoles et d'autres où elles sont mises en œuvre. Même si ses arguments convainquent, il peine encore à obtenir gain de cause.

Peser sur les politiques publiques

Réorienter le modèle agricole et alimentaire français dominant en influant sur les normes, lois et règlements, est une ambition partagée par les organisations membres d'Inpact (cf. pVIII-IX). Leurs actions et leur poids dans le jeu politique résultent de leurs trajectoires historiques, notamment de leur contribution au mouvement du développement agricole et rural et de leur inscription au sein des institutions. À noter que trois des fondateurs du collectif, l'Afip, la FNCivam¹ et l'InterAfocg, ont été reconnus très tôt après leur création par le ministère en charge de l'agriculture.

Aujourd'hui, neuf des dix membres d'Inpact sont des Organismes nationaux à vocation agricole et rurale. Plusieurs sont financés par le Programme national de développement agricole et rural (PNDAR), via le Compte d'affectation spéciale pour le développement agricole et rural (Casdar). En 2016, sur 65 millions d'euros dédiés à l'action « Développement et transfert en agriculture » du PNDAR, huit membres d'Inpact se sont partagé 1,5 million d'euros (contre 40 millions pour le réseau des chambres d'agriculture...). Certains ont également des financements dans le cadre

d'appels à projets du ministère au titre de l'action « Recherche appliquée et innovation en agriculture » ou encore du Réseau rural national et de ses « Mobilisations collectives pour le développement rural ».

Les liens qu'ils entretiennent avec le ministère et d'autres acteurs agricoles, leur participation à des programmes de recherche-action, à la mise en œuvre de politiques publiques, à l'accompagnement des paysans ou à la diffusion des pratiques agroécologiques participent à asseoir leur légitimité. « *L'obtention et la bonne gestion de financements Casdar, c'est aussi un moyen de montrer aux instances politiques le boulot qu'on est en mesure de faire avec peu de moyens* », estime

IMPACT EST PRÉSENT DANS DE NOMBREUX ESPACES INSTITUTIONNELS. AUPRÈS DE LA MSA, DES COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES D'ORIENTATION DE L'AGRICULTURE OU D'AUTRES INSTANCES LOCALES

Raphaël Bellanger, vice-président de la Fadear. « *Pour le ministère, nous sommes un petit laboratoire d'expérimentation, analyse Gabrielle Sicard, chargée de mission à l'InterAfocg. Ils aiment bien venir y prendre de nouvelles idées fondées sur une analyse fine de ce qui se joue sur le terrain.* »

D'autres membres d'Inpact, comme Terre de liens, le Miramap ou le MRJC, comptent dans leurs rangs plus de citoyens non-paysans que de paysans. La plupart d'entre eux sont présents avec leur réseau dans de nombreux espaces institutionnels, auprès de la MSA, des Commissions départementales d'orientation de l'agriculture ou d'autres instances locales.



MRJC

Rendez-vous pour la paix

Du 2 au 5 août prochain, le MRJC organise avec son homologue allemand, le KLGB, un festival international pour la paix, à Besançon (Doubs). Des milliers de jeunes sont attendus pour quatre jours de débats, tables-rondes et conférences (sur des thèmes tels que l'agriculture et la souveraineté alimentaire, l'écologie, la démocratie locale, le travail, les accords de libre-échange, etc.) mais aussi des tournois de sport, des soirées et des concerts pour la paix et la coopération entre les peuples.

Depuis sa création, le collectif assure un suivi législatif : rencontres avec différents partis politiques, prises de positions sur la Politique agricole commune, participation aux Assises de l'installation, auditions parlementaires, propositions d'amendements sur la Loi d'avenir agricole de 2014 (plusieurs avancées comme le droit pour les porteurs de projets sans statut à une couverture sociale ou l'ouverture de l'accompagnement à l'installation à une diversité de structures, y ont d'ailleurs été inscrites grâce à ce travail).

Mais l'influence d'Inpact, reste toutefois faible selon plusieurs administrateurs. « *Au niveau national, il y a des signes d'une reconnaissance, analyse Simon Coutand secrétaire national du MRJC. Aujourd'hui, nous avons obtenu une enveloppe ministérielle "en propre" pour travailler sur la transmission, ce qui n'était pas gagné il y a quatre ans.* » Là où la force du collectif est reconvenue, c'est dans la possibilité de porter la voix d'Inpact dans tous les espaces où sont présents ses membres et de le faire avec davantage de poids.

■ FABRICE BUGNOT (TRANSRURAL)



FADEAR

Le diagnostic agriculture paysanne

Parmi les outils de développement de l'agriculture paysanne, les Adear travaillent avec les paysans et les paysannes (installés ou en devenir) en les aidant à faire le point sur leur ferme ou leur projet et à réfléchir à l'évolution de leurs pratiques via le diagnostic agriculture paysanne. Il s'agit d'une grille d'analyse des exploitations qui permet de situer chaque ferme par rapport aux différentes dimensions de l'agriculture paysanne et d'identifier des marges de manœuvre et des pistes d'évolution.

¹ - Fin 2016, la FNCivam, l'Afip et le Réseau agriculture durable ont fusionné et donné naissance à Réseau Civam.

Présentation de différents groupes de travail d'Inpact, leurs objectifs et leurs réalisations.

Les chantiers du collectif

L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

En 2012, sous l'impulsion des Civam et du Réseau agriculture durable, une quarantaine de paysans et chercheurs se sont retrouvés pour échanger sur la place de l'évaluation dans la définition des politiques publiques agricoles. « *Jusque-là, les critères ont été choisis pour mettre en valeur un mode de production industriel à forte valeur en capital*, résume Jean-Claude Balbot, ancien administrateur Inpact et membre du groupe « Évaluer autrement ». *On pense qu'en changeant ces critères, on peut changer les résultats des évaluations et donc les politiques.* » Des idées sont déjà émises, comme l'intérêt de mettre en avant la valeur ajoutée créée par unité de produit, de surface ou d'emploi ou de prendre en compte les aspects énergétiques et environnementaux. Sans autres moyens dédiés que quelques jours pour l'animation, le groupe continue ses réunions et organise un colloque à l'Assemblée nationale, le 22 octobre 2013 sur le sujet de l'évaluation. Entre 2014 et 2016, plusieurs diagnostics agraires ont été réalisés en zones de grandes cultures et de systèmes laitiers pâturant. Ils ont contribué à asseoir la légitimité de ces derniers et la pertinence d'autres modes d'évaluation, notamment auprès de l'Institut de l'élevage. Aujourd'hui, plusieurs projets sont en cours, comme la poursuite d'une étude sur l'impact de fiscalité agricole sur les choix stratégiques dans les exploitations. « *On va aussi lancer une étude sur la question de l'économie de la machine agricole* », indique Fabrice Clerc, co-gérant de l'Atelier paysan qui considère que l'intérêt du groupe « Évaluer autrement » réside dans les études qu'il impulse et les résultats qu'elles génèrent, utiles pour développer des argumentations sur d'autres façons de faire. Des réflexions sont en cours sur le rôle d'interface de ce groupe entre les membres d'Inpact et la recherche. « *Qu'est-ce que l'évaluation ? Pourquoi on évalue ?*



Inpact a co-organisé les Rencontres nationales des agricultures (RNA) dont les thèmes étaient : en 2012, mondialisation-relocalisation ; en 2014, l'emploi et le travail en agriculture et, en 2016, l'alimentation.

Aujourd'hui, nous nous posons d'autres questions, détaille Jean-Claude Balbot. Il faut bien voir que les notions de projet et d'évaluation n'ont pas toujours existé. Ce sont des mots, des outils qui sont apparus avec le capitalisme, dans les entreprises, puis dans l'administration, dans les associations, dans nos vies... L'évaluation, telle qu'elle nous est demandée par exemple dans nos associations, ne nous sert pas à grand-chose. Elle sert d'autres intérêts. »

L'INSTALLATION ET LA TRANSMISSION DES EXPLOITATIONS

Des membres du collectif s'impliquent dès 2013 dans un travail de recensement des outils et de témoignages sur la transmission qui aboutit au livret *Des idées pour transmettre sa ferme*. « *Cela nous a permis ensuite d'approfondir les axes de travail sur la transmission familiale ou le travail avec les collectivités...* », explique David Fimat, chargé de mission à Réseau Civam.

Les membres d'Inpact ont aussi fait entendre une voix commune, en 2014-2015, lors des Assises de l'installation. « *Cette mobilisation commune s'est traduite, lors de la création du Comité national installation transmission, par le fait qu'Inpact a eu un siège, comme la plupart des autres membres du collectif et par une ouverture à d'autres structures que les Chambres dans les Points accueil installation* », précise Martin Métayer, salarié de la Fadear. Les structures d'Inpact travaillent ensemble sur le suivi des labellisations et différentes études, comme celle sur les facteurs de pérennisation des installations agricoles. « *Ce travail, réalisé en 2015-2016 sans financement supplémentaire et avec un sociologue, est important car c'était la première fois qu'un grand nombre de structures ont été impliquées, chacune avec son regard à apporter* », se souvient Gabrielle Sicard, salariée de l'InterAfocg et coordinatrice du projet.

« L'installation et la transmission, c'est un sujet tellement énorme et complexe, qu'individuellement, on n'est pas en capacité d'y répondre, estime Quentin Delachapelle, président de Réseau Civam. Avec Inpact, on a pu monter un projet ambitieux, qui a plus de sens et aborde ces enjeux de manière plus complète. » Raphaël Bellanger, vice-président de la Fadear, ajoute : « *Le sou-*

ACCUEIL PAYSAN

Faire reconnaître un métier de « paysan, accueillant, aménageur »

En 2015, Accueil paysan a lancé une étude pour observer les liens entre activités dans les fermes de son réseau. Elle a été pensée par des bénévoles accompagnés par deux chercheurs et s'appuie sur une conséquente enquête en ligne et près de 200 entretiens réalisés en 2016 et 2017 par près de 80 bénévoles. La suite de ce travail consiste en la création de référentiels métier et formation pour faire reconnaître la spécificité d'être « paysan, accueillant, aménageur ».

■ ■ ■ *... tien public se fait de plus en plus par appels à projets et pour avoir une chance d'être retenus, on a senti le besoin de répondre à plusieurs. »* Ainsi, en 2015, Inpact obtient pour la première fois, en son nom, des financements du ministère dans le cadre de la politique nationale d'Accompagnement à l'installation transmission en agriculture (AITA). « *Il y a eu une bataille politique, car les chambres d'agriculture n'avaient pas vraiment de projet, mais le ministère ne voulait pas leur enlever l'enveloppe de 450 000 euros donc, finalement, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture a été nommée chef de file et Inpact partenaire* », détaille Martin Métayer de la Fadear. Une première marche qui a permis au collectif d'obtenir un financement dans le cadre d'un second appel à projets de l'AITA sur la transmission, cette fois à part entière et pour un montant identique à celui des Chambres.

LA TECHNOLOGIE ET LES OUTILS

L'arrivée de l'Atelier paysan dans le collectif, en 2015, a impulsé de nouvelles réflexions au sein d'Inpact. Les échanges sur l'évaluation des politiques publiques en matière d'équipement agricole et l'analyse du plan « Agriculture - Innovation 2025 » présenté en 2016 par le ministère de l'Agriculture - 10 milliards d'euros pour la recherche et l'innovation autour de la robotique, du numérique et des biotechnologies - ont décidé plusieurs membres du collectif à se saisir de la question du machinisme agricole et, plus largement, de la technologie. Un plaidoyer intitulé *Innovation techniciste et course à l'endettement en agriculture : pas*



TERRE DE LIENS

Foncier : capitaliser et diffuser les expériences de collectivités

Terre de liens Languedoc-Roussillon a lancé un projet avec l'Inra-UMR Innovation sur le recensement des initiatives des collectivités territoriales en matière de protection et de mobilisation du foncier agricole pour favoriser l'installation en agriculture. Il donnera lieu à la création d'une plateforme internet, Récolte, qui présentera des fiches expériences pour faciliter le partage d'initiatives publiques et l'information de tous sur ces questions.



L'étude sur la pérennisation des installations agricoles, réalisée par les membres d'Inpact auprès de 35 paysannes et paysans installés depuis trois à dix ans, a été largement diffusée auprès des porteurs de projet, dans les réseaux locaux, les Points accueil installation, l'enseignement initial...

d'agroécologie sans souveraineté technologique des paysans a été publié fin 2016. Y était posé le constat que « *le modèle agricole dit conventionnel implique une course aux investissements et à l'agrandissement des fermes, tournées vers les marchés globalisés et l'agro-industrie* » et que ce dernier « *est une aberration économique, écologique et un désastre humain pour une large frange de la population agricole* ». Ses auteurs demandent une véritable évaluation des technologies au regard de leur pertinence pour le développement d'une agroécologie paysanne et une répartition plus équilibrée des fonds publics.

La réflexion s'est poursuivie par l'organisation, en avril 2017, d'un séminaire sur le thème de la souveraineté technologique en agriculture, en partenariat avec AgroParisTech. Son objectif était de faire émerger un débat public, de susciter des dynamiques collectives et d'initier des travaux de recherche sur ces thématiques. Mais le débat, au-delà d'Inpact, reste pour le moment bien timide.

L'ALIMENTATION

Depuis plusieurs années, les membres d'Inpact travaillent sur les systèmes alimentaires locaux ou investissent le champ de l'alimentation avec des projets de recherche-action et des initiatives dédiées à la sensibilisation ou à l'accès à l'alimentation. L'effervescence autour de la notion de Projets alimentaires territoriaux (PAT), notamment suite à la Loi d'avenir agricole de 2014, a conduit des membres du



MIRAMAP

Un portail de ressources sur les Amap

Le Miramap travaille actuellement à la construction d'un site internet destiné à faciliter le partage d'expériences et à servir de portail pour les réseaux régionaux. D'ici la fin de l'année, il proposera une partie « grand public » où l'on trouvera des documents pédagogiques sur les Amap (fiches expériences sur des parcours de paysans, de création d'Amap ou de réseau d'Amap, des ressources thématiques...) et une partie « interne » où seront mises en commun des ressources, notamment pour la communication.

collectif, comme les Civam et le Miramap, à travailler davantage en commun, pour tenter de peser sur l'orientation de ces dispositifs et de capter une partie des financements associés, dont ils bénéficient peu pour l'instant. En 2015, ils défendent ainsi leur vision de ces systèmes à l'Assemblée nationale dans le cadre d'une mission d'information sur les circuits courts et la relocalisation des filières agricoles et alimentaires. C'est fin 2017, dans la foulée d'une formation collective sur le thème « Construire des actions autour de l'alimentation pour nos territoires », qu'un groupe de travail sur l'alimentation se met en place afin de renforcer le partage d'expériences, de travailler une position commune sur l'alimentation et de mutualiser des outils et démarches sur ce thème.

■ FABRICE BUGNOT (TRANSRURAL)

Entre incitation ministérielle et convergence d'initiatives, la création du pôle Inpact n'est pas univoque et repose aussi sur des personnes animées par une volonté d'ouverture.

Histoire d'une constitution

Comprendre d'où vient le pôle Inpact nécessite de repartir quelques décennies en arrière. Dans les années 1960, le développement agricole s'appuie essentiellement sur les Geda et des Ceta, alors que dans le Sud, les premiers groupes Civam se développent tout comme la coopération agricole. Dans les années 1970-1980, d'autres initiatives émergent et se formalisent comme l' Afip¹ (1980), l'InterAfocg (1982) ou encore la Fadear (1984). Les premières années de l'ère mitterrandienne leur apportent reconnaissance et financements. La cohabitation, de 1986 à 1988, qui porte l'ancien président de la FNSEA François Guillaume au poste de ministre de l'Agriculture, est une période de fragilisation mais non de destruction. Si la fin des années 1980 est le point de départ d'un mouvement large de contestation du productivisme en agriculture, le début des années 1990 est marqué par des concurrences naissantes entre réseaux de développement agricole (sur le thème de la production fermière, la formation...) et par la fusion d'organismes (naissance du réseau Trame en 1992, par exemple). En 1993, Jean Puech alors ministre de l'Agriculture incite les réseaux de développement agricole à davantage travailler ensemble et à se rapprocher. Après plusieurs « configurations » de groupe de travail, l'Afip, la Fédération nationale des Civam (FNCivam) et l'InterAfocg déposent un premier projet pluriannuel collectif en 1996. Les structures gardent des dotations spécifiques et en ont une pour des actions communes. Ce rassemblement reste informel et se voit comme une alternative au conseil agricole classique.

En parallèle, la Fadear développe son travail autour de la notion d'agriculture paysanne, le réseau de l'agriculture biologique et la Fnab se structurent et la

FNCivam voit se créer dans son giron une association de producteurs fermiers (la FNAPF) et le Réseau agriculture durable (« réintégré » par la suite).

La loi d'orientation agricole de 1999 met à l'honneur la notion de « multifonctionnalité » et, à cette époque, différentes initiatives convergent : le rassemblement Afip, FNCivam et InterAfocg souhaite associer d'autres structures autour d'un projet commun d'agriculture alternatives ; les tenants de l'agriculture biologique et ceux de l'agriculture durable sont dans une période conflictuelle ; la Fadear et la Confédération paysanne

UNE PLATEFORME DE TRAVAIL INFORMELLE COMPOSÉE DE SEPT RÉSEAUX VOIT LE JOUR EN 2001

cherchent à élargir leurs partenariats. Une plateforme informelle composée de sept réseaux (Afip, FNCivam, InterAfocg, Fadear, Fnab, Rad et FNAPF) voit le jour en 2001. Les projets de chacun se rassemblent autour de la notion d'initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale et l'assemblée générale constitutive d'Inpact se tient le 6 novembre 2003, à Paris. En région et dans certains départements, des dynamiques de rapprochement autonomes se mettent en place au milieu des années 2000 (cf. pX-XI).

Les premières années, les thèmes de travail du pôle et les investissements de chacun sont divers. L'approche se veut résolument pédagogique en s'intéressant davantage à l'idée de progression qu'à la promotion d'une forme d'agriculture qui serait la seule valable. Ce qui n'est pas du goût de tous. La Fnab quitte le collectif au début des années 2010, période marquée par un nouvel élargissement en lien avec des préoccupations citoyennes au-delà de

l'agriculture. Entre 2013 et maintenant, sept nouvelles structures ont intégré le pôle et sont restées (cf. pVIII-IX).

La promotion collective a des richesses et une inertie ; même si des questionnements récurrents traversent le collectif (articulation entre prise de position et renforcement des membres ; liens aux Inpact locaux ; exigence du travail en collectif...), le temps lui a donné raison. En témoignent la réceptivité de la société aux idées d'Inpact, leur pertinence avérée et la sollicitation croissante des réseaux par les porteurs de projet. Des sujets comme les modèles de production alternatifs ou la consommation locale sont aujourd'hui « sur la table ». Si cela n'est certes pas encore gage de réorientation du courant dominant, cela marque une grosse différence par rapport à il y a vingt ans et donne autant de raisons de persévérer.

■ JOËL DURAND (PAYSAN DANS LE LOIRET, ANCIEN PRÉSIDENT DE L'INTERAFOCG ET ANCIEN TRÉSORIER DE LA FNAB, MILITANT DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE) ET HÉLÈNE BUSTOS (TRANSRURAL)

1 - L'Association de formation et l'information pour le développement d'initiatives paysannes a fusionné fin 2016 avec la FNCivam et le Rad.



SOLIDARITÉ PAYSANS

Trois piliers pour accompagner les agriculteurs fragilisés

Mouvement de lutte contre l'exclusion en milieu rural, les associations du réseau Solidarité paysans mettent en œuvre un accompagnement global qui prend en compte l'ensemble des composantes des difficultés. Trois dimensions essentielles et complémentaires sont aujourd'hui au cœur des travaux du réseau : les interventions juridiques (traitement de la dette, faire valoir ses droits...), la prise en compte des risques psycho-sociaux et l'utilisation de l'agroécologie comme levier de pérennisation des fermes.

Ils font le pôle

Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale



- ✦ 23 Afocg
- ✦ 2 500 adhérents

L'INTERAFOCG

assure l'animation et les échanges au sein du réseau des Associations de formation collective à la gestion (Afocg), organismes de formation collective nés dans les années 1980. L'objectif des agricultrices et des agriculteurs qui en font partie est d'être autonomes dans la gestion et responsables face à l'avenir de leur exploitation et du milieu rural. L'InterAfocg effectue aussi un travail d'appui à la formation, de veille et de sensibilisation aux enjeux de l'agriculture et assure la représentation du réseau au niveau national ainsi que la coordination des relations partenariales. www.interafocg.org



- ✦ 140 groupes Civam en France
- ✦ 13 000 adhérents (dont 10 000 paysans)

RÉSEAU CIVAM

est l'association nationale qui fédère le réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam). Ces associations dont les premières ont été créées dans les années 1950 sont composées de paysans, d'habitants et d'acteurs du monde rural réunis autour des principes de l'éducation populaire. Réseau Civam intervient pour la promotion d'une agriculture durable, innovante et territorialisée ; le développement de territoires ruraux vivants et solidaires ; la création d'activités et la relocalisation de l'économie ; le dialogue territorial et l'émancipation de ses membres. www.civam.org



- ✦ 50 Adear
- ✦ 4 000 à 5 000 porteurs de projets accompagnés par an

LA FADÉAR

Fédération des Associations pour le développement de l'emploi agricole et rural (Adear), créée en 1984, regroupe des structures locales constituées de paysannes, de paysans (pour majorité membres de la Confédération paysanne) et de ruraux réunis pour faire vivre les valeurs de l'agriculture payanne. Elles proposent des formations destinées à améliorer ses pratiques, la qualité de ses produits, pour diversifier son activité et assurent aussi un accompagnement à l'installation et à la transmission. La Fadéar anime la vie du réseau, représente les Adear au niveau national et travaille sur la formation des salariés, la capitalisation des ressources et le partage d'expériences. www.agriculturepaysanne.org



- ✦ 3 structures nationales (association, foncière et fondation) et 19 associations territoriales
- ✦ 20 000 membres (actionnaires, adhérents et donateurs)

TERRE DE LIENS

est né en 2003 de la convergence de plusieurs mouvements liant l'éducation populaire, l'agriculture biologique et biodynamique, la finance éthique, l'économie solidaire et le développement rural. Ce mouvement citoyen agit pour enrayer la disparition des terres agricoles et faciliter l'accès au foncier pour de nouvelles installations paysannes, notamment grâce à l'achat de terres via l'épargne citoyenne (plus de 370 paysans sont aujourd'hui liés à Terre de liens par un bail rural). Il travaille aussi sur l'accompagnement des paysans à l'installation, l'implication des collectivités, des élus et des citoyens dans le développement d'initiatives en faveur des territoires ruraux. <https://terredeliens.org>



- ✕ 1 000 paysans impliqués dans 35 groupes
- ✕ 3 000 familles accompagnées par an

SOLIDARITÉ PAYSANS

association nationale créée en 1992 par des paysans, regroupe des structures locales de défense des agriculteurs en difficulté, dont les premières sont nées dans les années 1980. Ces associations accompagnent les agriculteurs et leurs familles, les aident à faire valoir leurs droits en justice, à faire face aux procédures liées à l'endettement et, plus largement, luttent pour la préservation de l'emploi agricole. La tête de réseau leur apporte des informations et moyens de développement pour leur mission de lutte contre l'exclusion, travaille à l'harmonisation des pratiques d'accompagnement et valorise l'action du réseau auprès des instances nationales. www.solidaritepaysans.org



- ✕ 2 000 Amap en France
- ✕ Environ 100 000 familles et 3 500 paysans impliqués

Né en février 2010, le **MIRAMAP**, Mouvement interrégional des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, a pour objectif de renforcer le lien et la cohésion entre les réseaux d'Amap, de mutualiser les expériences et les pratiques et d'assurer la représentation du mouvement au niveau national. Les Amap sont des collectifs formés de citoyens et de paysans engagés dans un partenariat solidaire, local, contractualisé, sans intermédiaire commercial, avec un esprit de pérennité. Depuis 2001, année de création de la première Amap, elles participent au développement d'une agriculture locale, économiquement viable, équitable et écologiquement soutenable. <http://miramap.org>



- ✕ 35 associations départementales et régionales
- ✕ 1 200 membres, retraités et actifs

ACCUEIL PAYSAN

est un mouvement d'éducation populaire rural né en 1987, qui regroupe des paysans et ruraux prenant appui sur leur activité agricole ou leur lieu de vie pour mettre en place un accueil touristique, pédagogique ou social, notamment dans le but de continuer à vivre décemment de leur activité. Il accompagne l'installation de paysans et de ruraux et défend la pratique d'une agriculture paysanne et les notions d'accueil, d'ouverture, d'accessibilité et de solidarité. La fédération nationale anime la vie du réseau, assure sa représentation et la coordination des relations partenariales. www.accueil-paysan.com



- ✕ 30 associations locales
- ✕ 21 000 adhérents

La fédération **NATURE ET PROGRÈS**, créée en 1964, rassemble des paysans, des transformateurs et des consommateurs de produits issus de l'agroécologie. Elle défend une agriculture respectueuse des humains, des animaux et des plantes, qui permet de préserver le tissu rural et le métier de paysan et sans complaisance avec l'économie de marché. Elle travaille sur la reconnaissance et le développement de ces pratiques via un système de garantie participatif, de l'accompagnement des paysans, de la création de groupements d'achats et plus largement d'actions militantes et d'information, notamment avec le mensuel *Nature et Progrès* qu'elle édite. www.natureetprogres.org



- ✕ 200 équipes locales
- ✕ 7 000 jeunes impliqués

LE MRJC

Mouvement rural de jeunesse chrétienne, est un « mouvement chrétien et laïque » géré et animé par des jeunes âgés de 13 à 30 ans ; il est issu de la transformation, en 1961, de la Jeunesse agricole catholique. Association d'éducation populaire et de jeunesse, le MRJC est une école de formation, notamment par son action dans les territoires. Le mouvement défend des territoires ruraux « où l'on peut vivre et travailler », accompagne les jeunes à la création ou la reprise d'activités agricoles et défend « une agriculture autonome, économe et rémunératrice pour les femmes et les hommes qui veulent en vivre ». www.mrjc.org



- ✕ 71 sociétaires et 500 paysans formés par an
- ✕ 800 chroniques de machines et bâties issues de réalisations paysannes

L'ATELIER PAYSAN

Société coopérative d'intérêt collectif créée en 2014, réunit des paysans, salariés et associations ou coopératives et travaille à la réappropriation des savoirs paysans et l'autonomisation dans le domaine des agroéquipements adaptés à l'agriculture biologique et paysanne. Il agit par de la formation sur l'auto-construction, des groupes d'échanges et réalise un travail de recensement et de mise en plan de nouveaux outils. L'Atelier paysan revendique, selon les principes d'éducation populaire, une ingénierie participative et le libre accès aux biens communs produits par ses membres. www.latelierpaysan.org

DESSIN : JEFF

Depuis la formalisation du pôle Inpact « national » en 2003, de nombreuses dynamiques collectives locales similaires ont vu le jour.

Partenariats à tous les étages

Portage de projet d'espaces test, réalisation d'accompagnement multi-partenarial des porteurs de projets, suivi des annonces foncières, organisation d'événements grand public, développement des circuits courts... Les actions menées au sein des pôles Inpact sont très variées en fonction des territoires et des financements mobilisables. La formalisation des Inpact régionaux, à partir de 2005, est assez concomitante avec le renforcement des pouvoirs des Régions. Et s'est parfois faite à leur demande. En parallèle, des Inpact départementaux existaient déjà, par la volonté des structures de mieux se connaître, de mutualiser des moyens (bureau, véhicule...) ou de monter des projets ensemble.

Aujourd'hui, on trouve dans la plupart des Régions un pôle Inpact, constitué ou non en association, cohabitant ou pas avec des collectifs départementaux (cf. carte). En 2018, deux collectifs régionaux, dans le Centre et en Poitou-Charentes, et un départemental, dans l'Indre-et-Loire,

embauchent des salariés à plein temps. D'autres, en Occitanie ou en Provence-Alpes-Côte d'Azur, fonctionnent grâce à une mise à disposition de temps salarié par une association membre. Pour les collectifs qui n'ont pas de financement pour l'animation, la dynamique existe grâce à la participation bénévole de salariés ou administrateurs.

DES COMPOSITIONS MULTIPLES

En Auvergne, les associations de développement agricole et rural se sont d'abord réunies dans un groupe « agri » au sein du Celavar¹. Dans le cadre de la fusion des Régions, elles réfléchissent à la constitution d'un pôle Inpact sur la base du groupe « agri » du Celavar Auvergne et d'Inpact Rhône-Alpes. En Bretagne, Terre de liens et Accueil paysan adhèrent à la fédération régionale des Civam qui porte en quelque sorte la dynamique Inpact.

La composition et le fonctionnement des collectifs locaux varient donc d'un territoire à l'autre. La place des groupements d'agriculteurs biologiques est source de débats dans la vie de la plupart des collectifs. Historiquement, en matière d'agriculture alternatives, ces derniers ont généralement travaillé aux côtés des associations membres des pôles Inpact, même si leur vision syndicale et l'importance du label Agriculture biologique freine parfois leur intégration. Dans certains Inpact, on retrouve aussi des acteurs non membres du collectif national, comme ceux du réseau des Créfad en Auvergne-Rhône Alpes ou des associations de défense de l'environnement, dans le Limousin ou le Lot par exemple.

Dans chaque territoire, d'autres structures œuvrant pour le développement



NATURE ET PROGRÈS

Faire reconnaître les systèmes de garantie participatifs

Nature et Progrès défend, face à la certification de l'agriculture biologique par un tiers (label AB), un système de garantie participatif, moins rigide et plus évolutif, où, par exemple, consommateurs et paysans effectuent les contrôles. Un travail est en cours pour faire reconnaître ce système au niveau institutionnel au même titre que l'AB. Il est appuyé depuis cette année par une thèse axée sur la reconnaissance citoyenne de cette garantie.

d'une agriculture citoyenne et territoriale (regroupements de magasins de producteurs, associations d'éducation à l'environnement, espaces test agricoles...) sont souvent associées aux dynamiques Inpact sans en être forcément membre.

DES INTÉRÊTS ET DES DIFFICULTÉS COMMUNS

Si les pôles Inpact se sont parfois constitués en réponse à une demande institutionnelle, les plus-values du travail en commun sont aujourd'hui reconnues par leurs membres. Et les dynamiques de mutualisation perdurent avec ou sans financements.

Un collectif local est d'abord un outil au service de ses membres. Il constitue souvent le contact privilégié avec les institutions et joue un rôle d'appui à la négociation des financements et de plaider. Dans plusieurs Régions, la constitution en pôle Inpact a par exemple été très utile voire indispensable pour représenter et faire entendre la voix des agricultures alternatives dans les Comités régionaux installation transmission².

Souvent, les membres des collectifs locaux réalisent une communication commune (site internet, flyers...) pour être mieux identifiés par le grand public et peuvent également coordonner leurs actions de formation et proposer des catalogues communs.

Les moyens dont disposent les collectifs locaux pour leur animation dépendent ■■■



L'ATELIER PAYSAN

Un rouleau adapté aux vignes en pente

L'Atelier paysan réalise un travail de recensement et de mise en plans d'innovations sur le matériel agricole. Par exemple, il diffuse en accès libre, ceux d'un rouleau Faca, qui sert à détruire un couvert végétal sans labour ni produits chimiques, adapté aux terrains faiblement pentus des vignes mécanisables. Cette version (il en existe sept), développée par Christophe Sabatier, viticulteur dans l'Hérault, est composée de plusieurs rouleaux indépendants, lestés de béton et solidaires autour du même axe.

PÔLES INPACT RÉGIONAUX, DÉPARTEMENTAUX ET COLLECTIFS ASSIMILÉS

Collectif paysan 22

MEMBRES: Accueil paysan, Adear, Cedapa, Confédération paysanne, MRJC, Gab, Solidarité paysans, Terre de Liens, Civam / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: installation et transmission / PLUS D'INFOS: agriculturepaysanne@wanadoo.fr

Inpact 35

MEMBRES: Accueil paysan, Agrobio, Adage, FDCivam, Culture bio, Ségrafa, Terre de liens / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: installation, projet de territoire, communication et plaidoyer / PLUS D'INFOS: fdcivam35@civam-bretagne.org

Inpact Poitou-Charentes

MEMBRES: Accea+, Afipar, Ardear, FRCivam, Agrobio, Accueil paysan, Solidarité paysans, Terre de liens, Cultivons la biodiversité / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: installation, circuits courts, relocalisation, accompagnement au changement de systèmes, communication et plaidoyer / PLUS D'INFOS: www.inpactpc.org

Inpact Gironde

MEMBRES: Afocg, Agap, Agrobio Gironde, Solidarité paysans / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: formations, communication et construction d'un projet de territoire / PLUS D'INFOS: afocg33@interafocg.org

Arrapitz

MEMBRES: Afocg, Civam, Accueil paysan, GFA Mutuel Lurra, Coopérative d'affinage du Pays Basque, Coopérative d'affinage de Soule, Association des producteurs fermiers du Pays Basque, Association des bergers transhumants, Sagartzea, Eztigar, Syndicat de l'AOC du piment d'Espelette, Saltze, Lur Hats / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: formation, installation, communication, construction d'un projet de territoire, promotion et valorisation des produits. / PLUS D'INFOS: arrapitz@wanadoo.fr

Inpact Basse Normandie

MEMBRES: FRCivam, Grab, Ardear, Afocg 61 / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: autonomie, installation, promotion du pâturage, lutte contre les OGM, qualité des produits finis, protection des paysages et de la ressource en eau / PLUS D'INFOS: http://inpactbn.blogspot.fr

Inpact Hauts-de-France

MEMBRES: Accueil paysan, Afip HDF, Afocg, Amap Nord-Pas de Calais, A Petits Pas, Arcade, Avenir, Cedapas, Civam HDF, Adear, Gabnor et Terre de liens / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: accueil social, entrepreneuriat rural, création d'activité, installation, transmission, circuits courts / PLUS D'INFOS: www.inpact.org

Inpact Pays-de-la-Loire

MEMBRES: FRCivam, Coordination agro-biologique, Terre de liens, Accueil paysan, Afocgs, Solidarité paysans, Ardear / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: organisation de forums thématiques biennaux (installation, politiques agricoles...), partage d'expériences et construction de positionnements communs / PLUS D'INFOS: frcivampdl@civam.org

Inpact Centre

MEMBRES: FRCivam, Ardear, Alter'énergies, Afocg 45, MRJC, Terre de liens, Accueil paysan / ASSOCIATION PARTENAIRE: Bio-Centre, Inpact 37 / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: installation, pratiques agricoles durables, circuits courts, dialogue avec la société, foncier, coordination et communication / PLUS D'INFOS: www.inpact-centre.fr

Inpact 37

MEMBRES: Gab, Adear, Alter'énergies, Atable / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: installation, durabilité des systèmes, dialogue avec la société, relocalisation et circuits courts / PLUS D'INFOS: www.inpact37.org

Inpact Jura

MEMBRES: MRJC, Accueil paysan, Afocg, Terre de liens, Solidarité paysans, Civam du Serpolet / THÈME DE TRAVAIL PRINCIPAL: formations, communication et plaidoyer / PLUS D'INFOS: inpact.jura@gmail.com

Inpact Limousin

MEMBRES: Ardear, FRCivam, Limousin Nature Environnement, Accueil paysan, Terre de liens, Paysan Dès Demain, Solidarité paysans / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: organisation de marchés, de cafés installation, circuits courts et transmission / PLUS D'INFOS: www.agriculture-durable-limousin.org

Inpact Rhône-Alpes

MEMBRES: Accueil paysan, Afocg de l'Ain, Réseau Amap, Ardear, FDCivam 26, FDCivam 07, Terre d'envies, Terre de liens, Nature et Progrès, MRJC / ASSOCIATION PARTENAIRE: Solidarité paysans / THÈME DE TRAVAIL PRINCIPAL: installation. Depuis plusieurs mois, le collectif travaille de manière rapprochée avec le Celavar Auvergne-Rhône Alpes / PLUS D'INFOS: www.inpact-rhonealpes.fr et www.celavar-auvergne.com

Inpact Occitanie en cours de structuration

MEMBRES: FRCivam, Ardear, Accueil paysan, Solidarité paysans, Terre de liens, Marchés paysans, Terres vivantes, réseau des Boutiques paysannes / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: définition du projet politique régional, communication, formation et plaidoyer / PLUS D'INFOS: contact@inpact-occitanie.org

Inpact Lot

MEMBRES: Accueil paysan, Terre de liens, Afocg, Querçy énergies, Adear, Adage environnement, LotABné, Vivre sur les Causses / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: coordination d'action, communication et plaidoyer / PLUS D'INFOS: adearlot@wanadoo.fr

Inpact Provence-Alpes-Côte d'Azur

MEMBRES: GRCivam, Bio de Provence, Confédération paysanne-Ardear, Alliance Provence, Les paniers marseillais / THÈMES DE TRAVAIL PRINCIPAUX: circuits courts, transmission et recherches foncières / PLUS D'INFOS: www.inpact-paca.org

Collectif constitué en association

Collectif non constitué en association

Il n'existe pas aujourd'hui de lien de fédération entre le pôle Inpact national et les collectifs locaux.

■■■ fortement du bord politique de leur Région d'implantation. Certains d'entre eux, comme en Rhône-Alpes, qui avaient jusqu'aux dernières élections régionales une forte dynamique de réseau souffrent aujourd'hui d'un manque d'appui poli-

tique et financier conséquent donnant lieu à la disparition des postes salariés. Ailleurs, ils peuvent au contraire être « plébiscités » par la Région et peiner à répondre à ses demandes.

■ PAULINE SALCEDO (INPACT CENTRE)

1 - Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale. En Auvergne, cette association à vocation plus rurale qu'agricole vise au renforcement de ses membres par la dynamique inter-associative.

2 - Instaurés suite à la régionalisation de la politique d'installation transmission inscrite dans la Loi d'avenir agricole de 2014.

Ce rassemblement festif et militant autour du collectif se tiendra à la Basse Cour, une ferme ouverte sur le monde et dont le parcours vers l'agriculture biologique a une dimension politique.

Le Printemps d'Inpact souffle sur la Beauce

Plusieurs milliers de personnes sont attendues du 18 au 20 mai 2018 sur la ferme de la Basse Cour¹, à Gommerville (Eure-et-Loir) pour le Printemps d'Inpact. « On a pensé cet événement comme un moment symbolique, pour montrer qui nous sommes, tester nos forces et lancer une mobilisation citoyenne autour d'Inpact. C'est un acte pour exister et faire ensemble », lance Fabrice Clerc, de l'Atelier paysan. « On a des analyses pertinentes sur ce qui ne marche pas aujourd'hui dans les modèles agricoles et des solutions avec des expériences d'agriculture autonome et économe reconnues, ajoute Quentin Delachapelle, président de Réseau Civam. Mais on est très frustré du peu de visibilité de nos actions sur la place publique. Il existe autre chose que ce que l'on voit dans les médias. »

Le Printemps d'Inpact est présenté comme un rassemblement « festif et convivial » ouvert aux citoyens, paysans, acteurs ruraux, structures agricoles, responsables locaux et à tous les curieux. Il accueillera des débats, ateliers, concerts, conférences, visites de fermes, installations artistiques... Comme le collectif, cet événement sera aussi un lieu de rencontre, de partage d'analyses et de construction.

S'OUVRIRE AVEC L'ART

La ferme de Claire et Pascal Garros, qui accueille le Printemps, n'a pas été choisie au hasard. Claire, issue du milieu artistique, y organise dès les années 1990 des spectacles et ateliers et revendique un besoin d'ouverture. Au milieu des années 2000, des chambres d'hôtes sont créées dans un des bâtiments remis à neuf. Une biennale d'art contemporain, Prise de terre, est lancée autour du thème de la nature, de l'environnement et du lien social, avec des résidences d'artistes. La huitième édition aura lieu lors du Printemps d'Inpact : 14 artistes travaillent en amont sur la ferme pour proposer des œuvres, en lien avec le thème de l'agriculture citoyenne.



Une installation baptisée Expiration présentée par la plasticienne Sabine Barthélémy lors du festival Prise de terre de 2014.

DE LA BETTERAVE SUCRIÈRE AUX MARCHÉS PAYSANS

« Lorsque le collectif nous a proposé de faire ça sur la ferme, on a accepté car on porte les mêmes idées », se souvient Claire qui revient sur l'itinéraire de la Basse Cour. Avant les années 1960, la ferme faisait vivre une vingtaine de personnes : légumes, vaches, percherons, moutons, cochons, volailles... La moitié de la production était dédiée à la consommation. De grands travaux ont été entrepris dans les bâtiments, l'habitation et pour installer l'irrigation, en lien avec le développement des cultures de légumes verts en contrat avec Bonduelle. L'introduction de la betterave en 1970 impliquera l'achat de tracteurs quatre roues motrices et de remorques imposantes.

« Lorsque mon époux a repris la ferme de son père en 1991, rapidement il s'est dit : "Je ne comprends pas pourquoi je travaille, à quoi ça sert". L'idée de faire du volume, de ne pas penser à la qualité, aux sols, à où va cette nourriture, il en avait ras le bol », explique Claire. Il entame une conversion en agriculture biologique, « un autre métier ». Au fur et à mesure, ils introduisent diverses cultures - luzerne, soja, féveroles, plantes

aromatiques, lentilles, avoine, orge, quinoa, haricots verts, oignons... - et sortent totalement de la betterave sucrière en 2008. « On était tenu par les quotas, on a attendu près de neuf ans pour arrêter », ajoute Claire.

Désormais, un marché paysan a lieu chaque semaine sur la ferme et, depuis l'été dernier, Olivier un paysan-boulangier, y produit du pain trois jours par semaine. « On pourrait vivre à trois ou quatre familles ici, avec de l'élevage et des céréales », estime Claire qui envisage déjà la transmission. Au cœur de la Beauce, terre des grands céréaliers, ce parcours détonne. « Au début des années 2000, on était une poignée en bio, rapporte Claire. On a un peu avancé ; dans les derniers tours de ferme qu'on a fait, on a eu beaucoup d'agriculteurs. Mais la majorité sont encore convaincus qu'ils ne polluent pas avec leurs pesticides, qu'avec le bio on ne peut pas vivre, ou qu'il faut bien faire du conventionnel si on veut nourrir toute la planète. Ce sont des événements, comme ce Printemps, qui doivent faire évoluer les mentalités ».

■ FABRICE BUGNOT (TRANSRURAL)

¹ - www.bassecour.fr